la cgt SNTEFP

Toutes et tous en grève!

5 décembre

Dans le cadre de l'appel interprofessionnel CGT-FO-FSU-Solidaires et des organisations de jeunesse, la CGT-TEFP invite l'ensemble des collègues à faire grève le 5 décembre prochain, à rejoindre les manifestations, à se réunir en assemblée générale et à discuter des possibilités de reconduire à la grève et de l'inscrire dans la durée.

Nos revendications

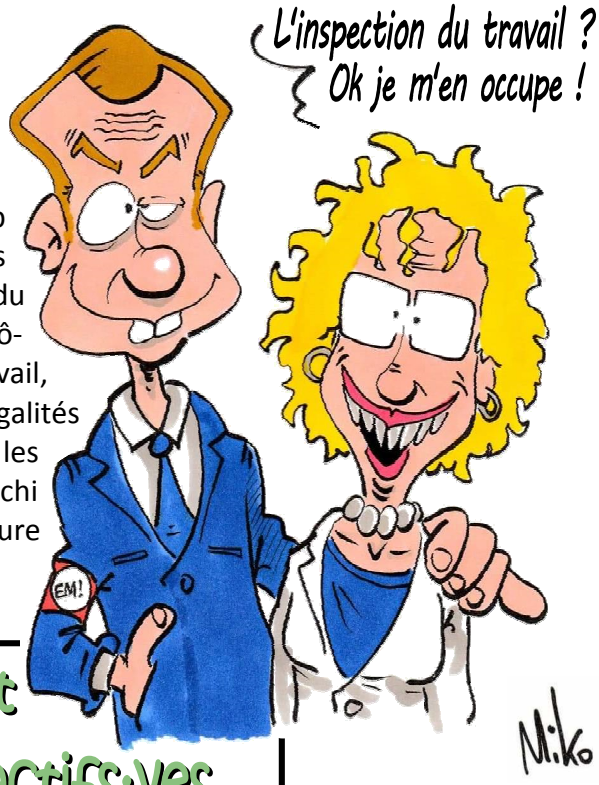
- retrait de la réforme des retraites, maintien et amélioration de tous les régimes existants pour un départ à taux plein, avec 100% du meilleur salaire, à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles, sans pénalisation des interruptions de carrière et des temps partiels contraints ;
- dégel du point d'indice, rattrapage des pertes subies, intégration des primes au traitement ;
- arrêts des suppressions d'effectifs, plan de recrutement pour pourvoir les postes vacants ;
- dans le cadre de l'OTE : aucune mobilité forcée, droit au retour sur un poste garanti au ministère du travail ;
- halte à la caporalisation de l'inspection du travail, à la course aux chiffres, aux sanctions ;
- passage immédiat des CT en IT qui le souhaitent et plan de requalification de C en B.

C'est le moment !

Cette date a été choisie par les syndicats de la RATP qui veulent enfoncer le clou après la grève massive des agent·es du métro parisien du 13 septembre suivie à plus de 90% contre la réforme des retraites. Ils appellent à la grève illimitée après le 5 décembre. Ils ont raison et il faut leur emboîter le pas !

Le gouvernement sait, avec les mouvements en cours, que la colère gronde et peut exploser contre les politiques qui cassent nos droits et dégradent nos conditions de vie et de travail. Il a d'ailleurs déjà préparé une réforme des retraites bis, il est donc possible de le contraindre à abandonner son projet.

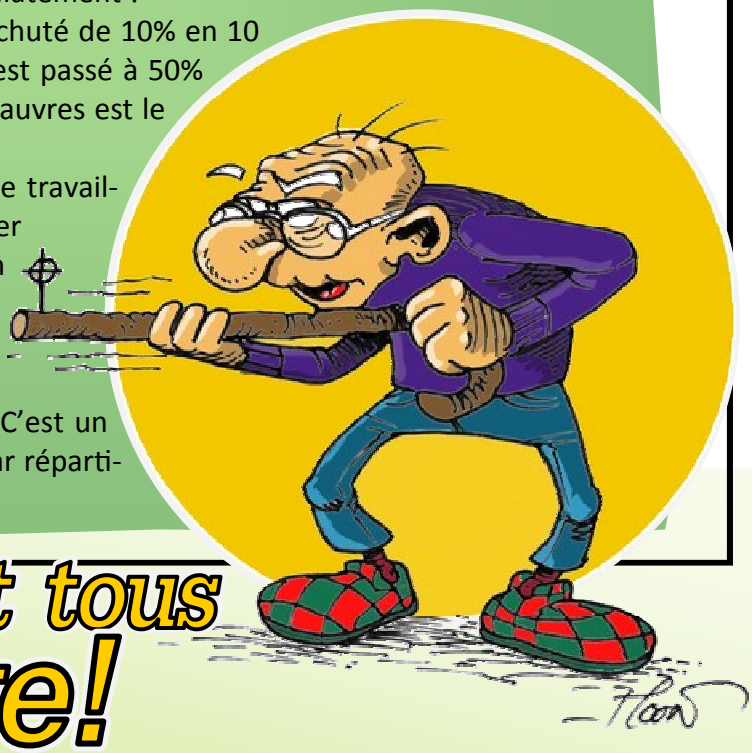
Pénicaud nous déteste… tout le monde déteste Pénicaud!



Une défaite du gouvernement nous donnerait bien sûr beaucoup plus de force pour que cesse enfin la politique que nous subissons en tant qu'agent-es du service public au ministère du travail : gel du point d'indice, réorganisation permanente, humiliation des contrôleurs·euses du travail, suppressions de postes, surcharges de travail, course aux chiffres, menaces de sanctions et mises en cause, inégalités et discriminations de toute sorte… En désavouant publiquement les inspecteurs-trices du travail contrôlant la SNCF, la ministre a franchi un point de non-retour. Il est grand temps de lui présenter la facture et cela commence le 5 décembre !

La mort programmée du financement des pensions par les cotisations des actifs·ves

Le gouvernement prévoit d'instaurer un régime par points (1 euro gagné = 1 point) et de bloquer les ressources des caisses de retraite de sorte à maintenir les pensions à hauteur de 14% du PIB.
Ainsi, les pensions seront calculées non plus sur les meilleurs salaires (pour nous les 6 derniers mois) mais sur tous les salaires perçus au cours de la carrière, convertis en points. Macron fait miroiter l'intégration des primes dans le calcul mais explique en même temps que pour gagner des points il faudra bien travailler plus longtemps. Ce système va accentuer les inégalités : les bas salaires ou les femmes, qui ont plus souvent des carrières incomplètes, vont devoir reculer leur âge de départ pour accumuler assez de points et espérer une retraite à peine décente.
Le montant de la pension ne sera pas connu à l'avance : il dépendra de la valeur des points accumulés, fixée lors du départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie, du nombre de retraité·es et du taux de croissance ; alors qu'aujourd'hui les droits sont acquis selon le nombre d'annuités cotisées. L'ajustement sera automatique : une augmentation du nombre de retraité-es ou de l'espérance de vie… et les pensions baisseront immédiatement !
En Suède où ce système existe, les pensions ont chuté de 10% en 10 ans, le taux de remplacement moyen du salaire est passé à 50% (contre 61% en France) et le taux de retraité-es pauvres est le double de celui observé en France.
L'objectif est limpide : contraindre des millions de travailleurs-euses à travailler plus longtemps, à épargner ou à s'endetter pour compléter la maigre pension promise... et ainsi permettre aux marchés financiers de faire main basse sur les 300 milliards d'euros de pensions qui leur échappe. Et bien sûr, sans augmenter les cotisations du patronat. C'est un coup de canif inacceptable dans notre système par répartition. Luttons contre ce projet injuste !!



5 décembre

Toutes et tous en grève!